

Box 2

1. Mr Ingham.

2. PRIME MINISTER.

YOUR INTERVIEWS WITH THE FRENCH MEDIA

Before you leave for Paris, you may be interested to see the attached copy of your interview with Le Monde, as published. As you can see, there was extensive coverage in the form of a question and answer piece. It was the front page lead, with a continuation on an inside page. Most subjects were covered.

The television interview was broadcast over 12 minutes. Although this meant substantial editing, nearly all the themes were covered, with your comments on the French Revolution again in the lead. Christine Ockrent has telephoned the Ambassador to express thanks. She has apparently been inundated by enthusiastic telephone calls.



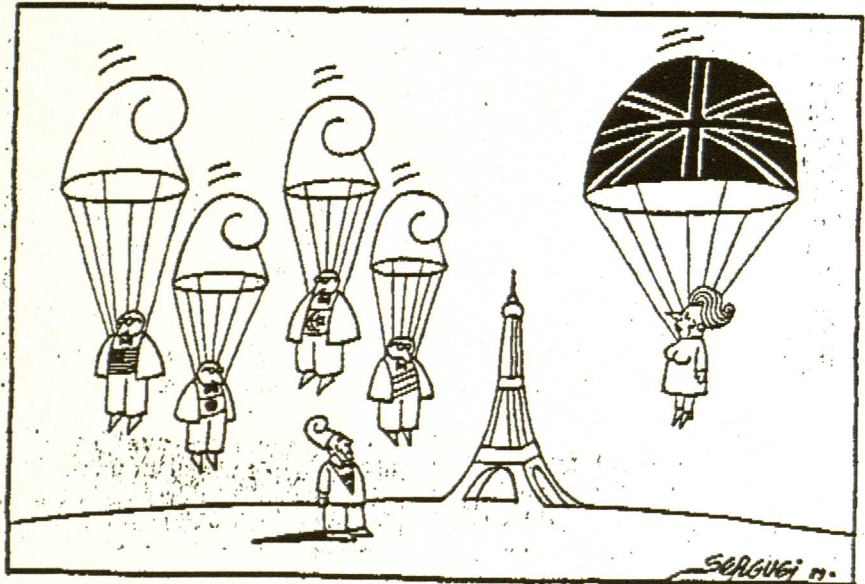
MICHAEL BATES
Press Office
12 July 1989

La préparation du sommet des Sept

et la célébration du Bicentenaire

« Les droits de l'homme n'ont pas commencé en France », nous déclare M^{me} Thatcher

Alors que les premiers chefs d'Etat et de gouvernement invités à célébrer le Bicentenaire de la Révolution française et à participer – du 14 au 16 juillet – au sommet des sept pays industrialisés arrivent à Paris, la polémique se poursuit à propos de la simultanéité des deux événements. Dans un entretien qu'elle a accordé le mardi 11 juillet au « Monde », M^{me} Margaret Thatcher entre à sa façon dans le débat en affirmant notamment : « Les droits de l'homme n'ont pas commencé en France. »



« Etes-vous agacée par la coïncidence du sommet des Sept avec la commémoration du Bicentenaire de la Révolution française ?

– Je ne suis nullement irritée puisque nous devons de toute façon avoir un sommet des Sept entre mai et juillet. M. Mitterrand a estimé que, si nous nous réunissions en juillet, nous pourrions aussi rencontrer beaucoup d'autres chefs d'Etat et de gouvernement, ce qui est toujours utile. Par exemple, si je viens de voir

M^{me} Bhutto à Londres, je n'ai pas vu M. Gandhi depuis longtemps.

– Que pensez-vous de l'idée selon laquelle les droits de l'homme ont commencé avec la Révolution française ?

– Les droits de l'homme n'ont pas commencé avec la Révolution française. Ils remontent à la tradition judéo-chrétienne qui a proclamé l'importance de l'individu et le caractère sacré de la personne humaine et de certains

droits des individus qu'aucun gouvernement ne peut leur retirer. Nous avons eu ensuite la Grande Charte en 1215, et la Déclaration des droits au dix-septième siècle, et notre révolution tranquille de 1688, lorsque le Parlement a imposé sa volonté à la monarchie. Nous avons d'ailleurs célébré, mais discrètement, cet événement l'an dernier.

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC
et DOMINIQUE DHOMBRES.

Un entretien avec le Premier ministre britannique

(Suite de la première page.)

» Bien sûr, ce n'était pas une révolution, mais un changement dans le calme, sans bain de sang. Liberté, Egalité, Fraternité ! C'est la fraternité qui a manqué pendant longtemps. Il n'y avait que sept prisonniers lorsque la Bastille a été prise... C'est incroyable que la Terreur ait pu suivre. Certains arguments qui ont été utilisés alors, par exemple que les contre-révolutionnaires doivent être exterminés, restent un son familier aujourd'hui. C'est le langage des communistes. Et après, vous avez eu Napoléon, un homme remarquable, dont on ne célèbre pas assez les innovations administratives et juridiques, et qui a essayé d'unifier l'Europe par la force. On ne s'en est débarrassé qu'en 1815. Non, les droits de l'homme n'ont pas commencé en France. La Révolution a été un tournant fantastique, mais aussi une période de terreur. Quand on relit les livres d'histoire, on est horrifié par de nombreux aspects de cette époque, et certains Français sont tout autant horrifiés que nous.

— Pensez-vous que les Français en font trop pour cette célébration ?

— C'est à chaque pays de décider comment il veut célébrer ce genre d'événement. Vous avez eu la tour Eiffel, il y a un siècle, pourquoi ne vous amuseriez-vous pas cette fois comme vous l'entendez ?

— Etes-vous hostile à la publication d'une déclaration sur les droits de l'homme à l'occasion du sommet des Sept ?

— Je suis tout à fait disposée à ce qu'il y ait une déclaration sur les droits de l'homme proprement dits : liberté d'expression, liberté de circulation, liberté de culte. Ce sont des droits qu'on ne peut pas vous retirer. Mais il y a des gens qui parlent de leur droit à une protection sociale. Il ne s'agit pas d'un droit en tant que tel. Vous en bénéficiez seulement si quelqu'un d'autre y a pensé pour vous. Cela n'entre pas dans la catégorie des droits de l'homme. Pour en jouir, vous avez de votre côté des devoirs à accomplir. C'est une sorte de contrat mutuel que vous passez avec la collectivité : « Je m'occuperai de vous si vous êtes dans le besoin, à condition que vous fassiez de même à mon égard. » Vous n'avez pas non plus droit à un bon environnement. Qu'est-ce qui se passe lorsqu'il y a un tremblement de terre, un ouragan, une inondation, un incendie ?

— Quelles sont les principaux sujets politiques que vous voudriez voir aborder à Paris ?

— Il faut évidemment parler de la Chine. Le monde ne comprendrait pas si nous n'en parlions pas. Nous avons tous encore en tête les images que nous avons vues à la télévision. Nous pensions tous que Deng Xiaoping avait réformé la Chine. Il avait subi la révolution culturelle, et nous pensions que ce qu'il avait fait était irréversible, et qu'il était impossible d'en revenir à cette tyrannie. Nous

avons tort. Cela a été un choc. Il est trop tentant, en politique étrangère, de prêter inconsciemment à nos partenaires nos valeurs fondamentales. C'est une grave erreur. Nous devons les juger en fonction de ce qu'ils sont réellement, et non selon nos désirs.

— Est-ce que cette leçon des événements chinois peut s'appliquer à l'Union soviétique ?

— Oh oui ! Certains pensent que ce qui se passe en URSS est irréversible ; je le souhaite et je suis encouragée par les réformes politiques intervenues. Mais on ne peut pas oublier que l'Union soviétique a des siècles de retard en matière économique, et qu'elle ne connaît rien à la liberté d'entreprise. Les ordres, même concernant les sujets les plus mineurs, sont toujours venus d'en haut. C'est bien pour cela que M. Gorbatchev a commencé par des réformes politiques, mais la vraie difficulté sera d'en finir avec des siècles d'autoritarisme et de centralisme.

» Une partie des réformes politiques est sans doute irréversible, mais le vrai problème restera d'élever le niveau de vie. L'incertitude dans laquelle nous sommes à propos de l'Union soviétique s'applique aussi à des pays comme la Hongrie et la Pologne, et elle va durer encore très longtemps. C'est pourquoi des gens comme moi insistent pour que nous maintenions une défense sûre. Si nous estimons que notre liberté dépend de l'existence d'un Etat de droit, nous devons nous souvenir que ces pays n'en ont jamais bénéficié, et nous, Occidentaux, devons rester unis.

— M. Mitterrand a dit récemment que le devoir des démocraties était d'aider M. Gorbatchev et la perestroïka. Qu'en pensez-vous ?

— Grands dieux ! J'ai été la première à le dire. Souvenez-vous, quand il est venu la première fois ici en tant que secrétaire général. Quand j'ai lu et entendu ses discours sur la perestroïka, et Dieu sait qu'ils sont longs, je lui ai dit : « Oui, nous vous soutenons ! ». Alors, les dirigeants d'autres pays m'ont demandé : « Pourquoi le soutenez-vous ? Ne pensez-vous pas qu'il s'efforce simplement d'améliorer le communisme ? ». Je leur ai répondu : « Non, parce qu'on ne peut pas améliorer le communisme et élargir le champ des libertés » ; tout élargissement des libertés est bénéfique pour l'humanité toute entière. Le fait que je soutienne les efforts de Gorbatchev ne signifie absolument pas que je sous-estime les difficultés qu'il rencontre. Mon approche est très réaliste. Il n'en demeure pas moins que c'est le premier Russe pas comme les autres que j'aie rencontré.

» Je suis sûre que M. Mitterrand partage mon point de vue. Nous avons beaucoup en commun tous les deux. De même, nous sommes d'accord sur la nécessité de maintenir nos forces de dissuasion.

— Avez-vous été déçue par le résultat du dernier sommet de l'OTAN à Bruxelles à propos des armes nucléaires à courte portée ?

— Non, pas du tout. Nous avons obtenu d'excellents résultats à cette réunion. Il n'y aura pas de négociations sur les armes nucléaires à courte portée avant bien longtemps, pas avant qu'un accord sur les armes conventionnelles ne soit mis en application. Il est entendu qu'il n'y aura pas de troisième option zéro. On ne peut pas avoir en même temps une troisième option zéro et le maintien de la doctrine de la riposte graduée. Cela reviendrait à proclamer cette doctrine tout en se refusant

— Quelles sont vos priorités économiques pour le sommet des Sept ?

— La première est que nous poursuivions une politique économique saine. Pendant les premières années des sommets économiques, on a surtout essayé d'ajuster nos politiques, ce qui aboutit à un fort taux de chômage et d'inflation. Pendant les années suivantes, on est allé plus loin. On a décidé que l'essentiel était que la masse monétaire reste en rapport avec les capacités de production de chaque pays, que les dépenses publiques soient contrôlées, et que le déficit budgétaire ne soit pas trop élevé. Il faut aussi que le système fiscal ne décourage pas ceux qui travaillent dur. Il n'y a pas de solution de rechange à une saine gestion de l'économie.



sant les moyens militaires de l'appliquer. Il est également très clair dans la déclaration que les armes à courte portée ne sont pas assimilées aux armes conventionnelles mais font partie intégrante de la dissuasion nucléaire. Il ne resterait sinon que les gros missiles intercontinentaux, dont les Soviétiques peuvent penser qu'ils ne seront jamais utilisés.

» Je vous assure, c'est une excellente déclaration, à condition bien sûr que tous les gouvernements qui y ont souscrit respectent son esprit. N'oubliez surtout pas que ce communiqué ne concerne que l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ; si les choses tournent mal, nous les Occidentaux ne pourrions obtenir de renforts qu'après qu'ils auront traversé l'Atlantique. Mais les Soviétiques n'ont que trois heures de vol depuis l'Oural jusqu'à la ligne de front. N'oubliez jamais la géographie quand vous négociez avec les Soviétiques.

» L'autre sujet très important pour ce sommet est la recherche d'une politique de libre-échange sur une base multilatérale. Alors que les discussions dans le cadre du GATT se poursuivent, il existe une tendance à conclure des accords bilatéraux qui réduisent la liberté de commerce. Trop d'entre nous adoptent aussi des règlements protectionnistes. La politique agricole commune, par exemple, est protectionniste. Il faut examiner tout cela dans le cadre du GATT. Et cela doit concerner non seulement l'agriculture, mais aussi les services et la propriété intellectuelle. Toute tendance au protectionnisme, et nous y nommes tous sujets, ne peut que nuire aux échanges mondiaux, et cela ne fait aucun bien ni aux pays industrialisés ni au monde libre.

» Nous devons aussi, comme nous l'avons fait l'an dernier à Toronto, étudier la position des pays riches vis-à-vis de la dette. Je ne pense pas cependant qu'on puisse prendre à cette occasion les décisions vraiment nouvelles. Ce qui est accompli actuellement par le biais des institutions internationales, le FMI, la Banque mondiale, est la bonne manière de procéder.

» Dernier sujet important, l'environnement. Pendant trop longtemps, nous avons supposé que l'écosystème mondial ne serait pas affecté par l'homme. Or ce n'est pas le cas. Nous n'avons qu'un droit de location sur ce monde, et nous devons le transmettre aux générations à venir dans le même état que nous l'avons trouvé.

— Et la dette privée ?

— Je ne parlais que de la dette publique. Les banques d'affaires prennent leurs propres décisions. Il leur appartient de dire si elles veulent prêter davantage, dans l'espoir de récupérer leurs créances, si elles réduisent la dette, ce qui est justifiable d'un point de vue comptable, puisque, dans notre pays, une créance douteuse vient en déduction des bénéfices imposables. D'une certaine manière donc, c'est le contribuable qui finance aussi la réduction de la dette privée. Le contribuable est également souvent sollicité par le biais de la garantie que le gouvernement accorde à certains prêts ou à certains contrats qui ne sont finalement ni remboursés ni remplis. Voilà pourquoi, depuis dix ans que je suis au gouvernement, je n'ai jamais essayé de persuader une banque soit d'accorder un prêt, soit d'agir de façon contraire à ses intérêts commerciaux.

— Vous attendez-vous à une confrontation entre les pays européens et les États-Unis à propos du protectionnisme ?

— Je ne crois pas qu'il y aura de confrontation. Je pense que tout le monde sera d'accord pour faire tomber les barrières. La grande bataille reste la politique agricole commune. Beaucoup de gens craignent que son protectionnisme soit renforcé après 1992, et c'est aussi parfois mon cas. J'ai jeté un coup d'œil sur le projet de charte sociale européenne, et je crains que de telles mesures n'alourdissent les coûts de production dans une proportion telle qu'on doive élever une grande barrière pour se protéger du monde extérieur. Ce serait absurde. Ce qu'il faut reconnaître, c'est que la liberté du commerce est favorable aussi bien aux pays industrialisés qu'à ceux du tiers-monde. Souvenez-vous que l'objectif du

traité de Rome était de créer un marché unique, et il y a quelque ironie en ce que cela ait demandé tant de temps. Le but était d'abaisser les barrières entre nous et non d'en dresser d'autres avec l'extérieur.

— Que répondez-vous quand vous entendez M. Mitterrand dire que vous êtes un frein pour l'Europe ?

— Est-ce qu'il peut vraiment dire que je suis un frein ? Nous avons été les premiers à tenter de remettre d'aplomb la politique agricole commune et nous avons persisté parce que nous estimions qu'on ne pouvait pas continuer à consacrer la moitié du budget à subventionner des excédents de production agricoles. Nous avons réussi. Nous avons été les premiers à assainir le budget. Nous sommes le second bailleur de fonds de la Communauté, avec milliards de livres (plus de milliards de francs). Nous avons aboli le contrôle des changes il y a dix ans. La France ne l'a pas encore fait. Nous sommes un exemple pour l'Europe. Nous avons depuis dix ans une liberté totale de circulation des capitaux. La France ne l'a pas encore. Londres est la place financière la plus ouverte qui soit. Prenez Francfort à titre de comparaison. De nombreux règlements nous en interdisent l'accès.

» Un frein ? Les navires de toute l'Europe et d'ailleurs peuvent venir chercher du fret dans un de nos ports pour l'amener dans un autre. Est-ce que nos bateaux peuvent faire de même dans les ports européens ? Jamais de la vie ! Le tunnel sous la Manche, dont nous avons décidé la construction avec M. Mitterrand, est l'un des plus grands changements de ce siècle. Mais un camion qui apporte de la marchandise en Europe devrait avoir le droit de prendre un nouveau chargement et de le déposer là où il veut sur le chemin du retour. Est-ce que c'est le cas ? Jamais de la vie ! Il y a des centaines de barrières en Europe et nous sommes à l'avant-garde du combat pour les faire tomber.

— Avez-vous été déçue par le résultat des élections européennes, en particulier par le succès des Verts ?

— Oui, j'ai été déçue. Mais le problème est que vu d'ici, le Parlement européen semble une institution très lointaine. Le Parlement de Westminster est familier aux Britanniques. Tous les mardis et tous les jeudis, ils m'entendent répondre à l'opposition. Ils comprennent cela mais ils ne comprennent pas vraiment un parlement où l'on parle dix langues et où il n'y a pas ce genre de débats. Voilà pourquoi certains de nos électeurs ne sont pas allés voter.

— Quant au vote en faveur des Verts, je crois qu'il s'agit d'un vote de protestation en milieu de législature. Mais le programme des Verts qui demande un revenu minimum pour tous et le désarmement unilatéral est défilant. Jadis le vote de protestation allait aux libéraux ou aux sociaux-démocrates : cette fois-ci il a joué en faveur des Verts. Mais, quand il s'agit de mesures concrètes, il n'y a pas, en Grande-Bretagne, de parti plus écologiste que nous.

» L'univers est resté intact pendant des millions d'années avec une très faible population humaine. Depuis ma naissance, la population a doublé. Et au cours du siècle écoulé, on a brûlé le charbon, le gaz et maintenant le pétrole, en quantités colossales. L'écosystème a

nécessairement été bouleversé. Nous ne savons pas tout mais nous savons qu'il y a un certain nombre de choses qu'il ne faut pas faire. Nous ne devons pas abattre les forêts tropicales et nous ne devons pas rejeter dans l'atmosphère des gaz qui endommagent la couche d'ozone. Il faut prendre des mesures à l'échelle mondiale. Ce n'est pas seulement un désir, c'est une nécessité.

— Êtes-vous favorable ou hostile à des sanctions contre la Chine ?

— Je suis absolument contre des sanctions économiques. Bien sûr, nous avons suspendu toute coopération militaire ainsi que les visites de haut niveau et l'octroi de nouveaux crédits pour de gros navires d'aérien. En revanche, les contrats en cours, comme la construction d'une centrale nucléaire en commun avec la France, sont maintenus. N'oubliez pas que des sanctions économiques se retourneraient contre Hongkong.

» Nous avons fait connaître notre sentiment d'horreur, mais nous avons une grande responsabilité à l'égard de Hongkong. Nous devons veiller à ce que l'accord que nous avons signé en toute bonne foi avec Pékin soit respecté. Il implique que le mode de vie propre à Hongkong, sa liberté, le développement de sa démocratie, son système capitaliste soient préservés pendant cinquante ans après 1997. Et le meilleur moyen pour ce faire est que Hongkong conserve sa valeur économique pour la Chine en tant que partenaire commercial et point d'ouverture sur le monde extérieur.

— Vous devez rencontrer mercredi M^{me} Albertina Sisulu, une des militantes noires anti-apartheid d'Afrique du Sud. Comment voyez-vous les récents changements en Afrique australe ?

— M. Walter Sisulu, qui est âgé de plus de quatre-vingts ans, a été arrêté en même temps que M. Nelson Mandela, et je souhaitais rencontrer son épouse. Je pense effectivement que la situation évolue en Afrique australe. Il y a eu d'abord l'accord sur l'indépendance de la Namibie, qui aurait été impossible sans la pleine coopération de l'Afrique du Sud, des États-Unis, de l'Union soviétique, de Cuba et de l'Angola. Et après les élections de septembre prochain en Afrique du Sud, les dirigeants de ce pays savent qu'ils ne pourront pas entamer un processus de négociation interne aussi longtemps que Nelson Mandela ne sera pas libre de ses mouvements et de ses propos. Aucun Noir sud-africain n'acceptera de négocier avec le gouvernement tant que Mandela sera en prison. Mais je crois qu'il y a maintenant un espoir de le voir libéré, bien que je n'aie reçu aucune garantie à ce sujet.

— Où en est-on à propos de la « condamnation à mort » de Salman Rushdie ?

— C'est vraiment consternant. Il est inadmissible que l'on puisse demander à ses fidèles d'aller assassiner quelqu'un dans un autre pays. C'est la liberté d'expression qui est en jeu. Il n'est tout simplement pas question de renoncer à défendre ce qui est un droit de l'homme essentiel. J'espère que bientôt les Iraniens aussi le comprendront. Mais en attendant, il nous appartient de protéger Salman Rushdie.

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC
et DOMINIQUE DHOMBRES.